

PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE
PRÉFECTURE DE LA SOMME

Direction des Actions
Interministérielles

Urbanisme et Environnement
3^{ème} Bureau

Déposante SITPA à LIHONS
Arrêté préfectoral instaurant des servitudes d'utilité publique

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Pour le préfet et par délégation :
L'attachée, chef de bureau,


Caroline TEJEDO

Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Chevalier de la légion d'honneur

Arrêté du **15 SEP. 2005**

**PROJET D'ARRETE PREFECTORAL INSTAURANT DES SERVITUDES D'UTILITE
PUBLIQUE**

Vu l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de l'Environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment les dispositions reprises au titre 1^{er} « installations classées pour la protection de l'environnement » du livre V ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux ICPE (codifiée au titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement) notamment les articles 24-1 à 24-8 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juin 1974 autorisant la S.A. SOCIETE INDUSTRIELLE DE TRANSFORMATION DE PRODUITS AGRICOLES (SITPA), siège social 21076 DIJON, à exploiter un site de stockage de déchets industriels à LIHONS, parcelles cadastrées n° 35, 36, 45, 99, 100, 104, 106, 137, 140 et 142 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 août 1989 imposant l'arrêt des apports de déchets et le réaménagement du site de la déposante ;

Vu la déclaration de cessation d'activités adressée le 21 octobre 1996 par la société SITPA ;

Vu le dossier d'expertise rédigé par M. l'hydrogéologue agréé en date du 7 octobre 2003 intitulé "Cession à la société SCREG de l'ancienne déposante de la société SITPA" ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 février 2004 imposant une surveillance des eaux souterraines au droit de l'ancienne dépositrice et la rédaction d'un dossier visant à l'instauration de servitudes d'utilité publique sur le site ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2004 portant délégation de signature à Madame Marcelle Pierrot, secrétaire générale de la préfecture de la Somme,

Vu le dossier déposé par la société SITPA le 25 mars 2004 visant à instaurer des servitudes d'utilité publique au droit de son ancienne dépositrice ;

Vu l'avis de la DDE en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'avis du Service Interministériel Départemental de Défense et de Protection Civile en date du 10 août 2005,

Vu l'avis du conseil municipal de la commune de LIHONS en date du 29 juillet 2005 ;

Vu le registre d'enquête publique et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 mai 2005

Vu l'avis de la commission départementale environnement, risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 11 juillet 2005 ;

Considérant que les activités de dépositrice de déchets industrielles sont à l'origine d'une pollution de la nappe de la craie, qu'il est nécessaire de suivre l'évolution de cette pollution dans le temps et pour ce faire qu'il est nécessaire de maintenir l'accès à la société SITPA aux ouvrages présents sur le site ;

Considérant que l'exploitant a proposé de réhabiliter le site par la mise en place d'une couverture de surface étanche, d'une épaisseur d'un mètre minimum ;

Considérant que le site est destiné à être utilisé comme zone de stockage de matériaux inertes et qu'il convient de veiller à ce qu'il ne soit pas affecté à un usage plus sensible sans que les études et/ou travaux nécessaires soient entrepris au regard de l'ancienne activité exploitée ;

Considérant que des servitudes d'utilité publiques doivent être instaurées, en application de l'article L. 515.12 du Code de l'Environnement, pour garantir dans le temps la possibilité de surveillance des eaux souterraines, le maintien de la couverture étanche de 1 mètre en surface et l'usage de plate-forme de stockage de matériaux inertes ;

Le pétitionnaire entendu ;

Le maire de la commune de LIHONS entendu ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la SOMME ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : Des servitudes d'utilité publiques sont instaurées sur les parcelles n° 35, 36, 45, 99, 100, 104, 106, 137, 140 et 142 de la commune de LIHONS, dont un plan figure en annexe 1.

Ces servitudes sont destinées à garantir l'accès et le maintien en place des ouvrages de surveillance de la nappe de la craie et à fixer les conditions d'utilisation du sol.

ARTICLE 2

Article 2.1 Surveillance des eaux souterraines

L'accès aux piézomètres visés par la mise en œuvre de l'arrêté préfectoral du 12 février 2004 devra être assuré à tout moment au représentant de l'Etat et à la société anonyme SITPA ou à toute personne mandatée par ceux-ci.

Ils sont implantés conformément au plan joint en annexe 2.

Les ouvrages devront être conservés et entretenus jusqu'à décision de modification de l'arrêté préfectoral du 12 février 2004 imposant la surveillance de la qualité des eaux souterraines. Ils pourront alors être rebouchés, suivant les règles de l'art.

Article 2.2 Maintien d'une couverture étanche de surface

La couverture étanche d'une épaisseur de 1 mètre de matériaux limono-argileux devra être maintenue en place. Toute intervention sur le premier mètre du site devra donner lieu à la reconstitution d'un confinement d'une épaisseur et d'une étanchéité similaire à celui mis en place initialement tel que décrit dans le dossier d'expertise rédigé par M. l'hydrogéologue agréé en date du 7 octobre 2003 intitulé Cession à la société SCREG de l'ancienne déposante de la société SITPA.

Article 2.3 Drainage des eaux de pluies

Toutes mesures seront prises pour assurer une bonne évacuation des eaux de pluies affectant la zone de l'ancienne déposante. En particulier, le fossé longeant la voie communale VC n°2 devra être entretenu.

Article 2.4 Usage

Le site est destiné à être utilisé comme plate-forme de stockage de matériaux inertes. Tout autre usage, par quelque personne physique ou morale, est interdit.


La levée ou la modification des restrictions, sur tout ou partie de la zone, ne sera possible qu'au vu d'un dossier spécifique démontrant que l'usage du terrain est compatible avec les modifications de restrictions envisagées. Ce dossier exposera les mesures à mettre en œuvre pour garantir l'absence de risque sanitaire pour les usagers et pour l'environnement. Il sera joint à toute demande de permis de construire et transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 : Si des tiers louent le site ou y exercent une quelconque activité, le propriétaire s'engage à notifier ces servitudes aux dits tiers successifs en les obligeant à les respecter.

ARTICLE 4 : La présente décision ne peut être déférée qu'auprès de la juridiction administrative compétente, conformément aux dispositions de l'article L 514.6 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 : La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Sous-Préfet de Montdidier, le Maire de Lihons, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Picardie et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SITPA et dont une copie sera adressée à :

- la directrice départementale de l'équipement de la Somme ;
- le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Somme
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Somme ;
- le chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale de la Somme ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme ;
- le directeur régional de l'environnement de Picardie.

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale,

47 Marcelle PIERROT